Kinshasa veut des sanctions contre Kigali, l'Afrique centrale appelle au dialogue

@rib News, 25/02/2023 - Source AFP La Communauté des États d'Afrique centrale (CEEAC) a condamné la rébellion du M23 lors d'un sommet samedi 25 février. Mais si la CEEAC n'a pas pointé la responsabilité de Kigali, le président de la République démocratique du Congo a, lui, demandé des sanctions contre le Rwanda, qu'il accuse d'agression contre son pays.

Lors de ce sommet ordinaire de la CEEAC tenu à Kinshasa, le président congolais Félix Tshisekedi a passé la main à son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba, à la tête de l'organisation sous-régionale, qu'il a présidé pendant un an. Les membres de la CEEAC sont le Gabon, la RDC, le Congo, le Burundi, le Rwanda, le Cameroun, le Tchad, Sao Tomé-et-Principe, la Guinée équatoriale, l'Angola, le Rwanda. Sur les 11 pays membres, 10 étaient physiquement représentés, dont sept par leur président. Le seul participant en visioconférence était le Rwanda, représenté par son ministre des Affaires étrangères, Vincent Biruta. Les relations entre Kinshasa et Kigali sont exécrables depuis la réurgence dans l'est de la République démocratique du Congo de la rébellion du M23 (pour "Mouvement du 23 mars") qui a conquis depuis fin 2021 de vastes pans de territoire au nord de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. La RDC accuse le Rwanda de soutenir cette rébellion, ce qui a été corroboré par des experts de l'ONU et plusieurs pays occidentaux, bien que Kigali s'en défende. Kinshasa a expulsé l'ambassadeur rwandais fin octobre dernier. A la tête de la CEEAC et face à cette "agression", la RDC "s'est refusée à être juge et partie en sollicitant (à l'encontre du Rwanda) la suspension de la prise de parole et du droit de vote, la suspension de la participation aux activités de la communauté, le rejet de la présentation de candidatures aux postes statutaires, pour ne citer que ces sanctions", a déclaré Félix Tshisekedi lors de la cérémonie d'ouverture. La sous-région, a-t-il dit, "s'est alignée sur le plan de la crise de Luanda" pour tenter de résoudre le conflit entre Kinshasa et Kigali. Mais ce plan "peine à produire des effets", a relevé le président congolais. Dans leur communiqué final, les participants au sommet ont "salué et encouragé" le président angolais João Lourenço à "poursuivre ses efforts". Ils ont "déploré la dégradation continue de la situation" dans le Nord-Kivu, "condamné sans réserve le M23 pour les nombreuses exactions et violations dont il se rend chaque jour coupable" et "invité les autorités de la RDC et du Rwanda à privilégier les voies pacifiques pour résoudre leurs différends".